Comptes rendus

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **26 (2010)**

PDF erstellt am: **26.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

COMPTES RENDUS

Jean Wintsch, Charles Heimberg, *L'École Ferrer de Lausanne,* Éd. Entremonde, 2009, 70 pages.

Le centenaire de l'assassinat de Francisco Ferrer a suscité la réédition de deux textes sur l'école Ferrer, nom donné à une école lausannoise en souvenir de la victime de l'État royaliste espagnol. Précédé d'une introduction de Marianne Enckell qui évoque la préoccupation pédagogique de la pensée anarchiste et des expériences antérieures réalisées à Lausanne, le premier texte de Charles Heimberg développe un article paru dans le *Cahier AEHMO 16 ;* le second, un peu plus long, a été rédigé en 1920 par Jean Wintsch (1880-1943), médecin et un des fondateurs de la nouvelle école. Charles Heimberg situe la création de l'École moderne de Barcelone par Ferrer et d'autres institutions similaires qui se sont ouvertes dans le tournant du siècle, puis il traite des bulletins de l'école qui se sont efforcés d'expliquer et de justifier les options d'une démarche qui était observée de façon critique par le pouvoir et la presse libérale. Quelques traits caractéristiques dont la mixité, l'absence de devoirs à la maison, celle des notes et des punitions, la collaboration avec les gens de métier, la consultation des parents sont cités pour en faire ressortir la signification progressiste. Il explique enfin que l'entreprise a dû fermer ses portes au lendemain de la guerre, du fait de la division du mouvement ouvrier et de la crise qui la suit.

Le texte de Jean Wintsch précise les liens qui se sont forgés depuis le début du siècle entre la Fédération des Unions ouvrières de Suisse romande, le journal anarchiste genevois *Le Réveil,* des associations de libre-pensée et quelques intellectuels, puis le groupe s'est hâté de créer la nouvelle école en exploitant le mouvement de condamnation du procès inique intenté contre Francisco Ferrer. Il relate la longue succession des instituteurs, situant les bons et les mauvais points avec humour. L'enseignement est ensuite analysé en soulignant l'importance du travail par groupe, des jeux pour maîtriser l'arithmétique en suivant les conseils d'Henri Roorda, du choix de l'observation pour les enfants dessinant des animaux ou des plantes dans les musées ou la nature, des projections lumineuses pour la compréhension de l'histoire et de la géographie, pour ne citer que quelques exemples et faire ressortir la différence avec ce qui se pratiquait dans l'école officielle. Sept à huit leçons d'hygiène sexuelle étaient données en fin d'année par une femme médecin, avec information sur les maladies vénériennes, cela malgré les reproches des journaux bourgeois qui relevaient déjà l'abandon de toute instruction religieuse, si l'on me passe un tel rapprochement ! Le texte se termine sans préciser les causes de la courte vie de l'école, mais l'auteur garde le souvenir de la Commission pédagogique qui se réunissait au début chaque semaine, puis à quinzaine, douze à quinze personnes représentant les instituteurs, les parents, les syndicats et le Comité de la Société de l'École Ferrer, qui fut l'âme de l'entreprise et de son aspect ouvrier ; « c'est que, pour élever des enfants d'ouvriers, il est peut-être bon de consulter les ouvriers ».

Michel Busch

Francisco Ferrer i Guàrdia, *L'école moderne. Explication posthume et finalité de l'enseignement rationnel,* préf. Anne Morelli et M.-J. Sanchez Benito, Bruxelles, Bruxelles-Laïque; Charleroi, Éd. Couleur livres, 2009, 120 p.

Le fait qu'une version française de *L'École moderne,* l'ouvrage posthume de Francisco Ferrer, ait été publiée au moment du centenaire de son exécution et soit enfin disponible est à saluer. Mieux vaut tard que jamais!

L'édition originale de l'ouvrage est parue en 1911, préparée par des collaborateurs de Ferrer qui avaient reçu des consignes en ce sens. Il est donc construit comme un récit rétrospectif de l'expérience de l'École moderne de Barcelone, des diverses circonstances qui l'ont rendue possible et des principes de base qui l'ont orientée. Il comprend de nombreuses et longues citations des textes produits au fil de l'expérience, notamment dans le *Bulletin de l'École moderne.* Il résulte de toute évidence d'une volonté de légitimer l'expérience et ses réalisations et doit donc être lu comme tel.

De la consultation de cet ouvrage de première importance pour l'histoire de la pédagogie, le lecteur retiendra surtout les principes qui ont été mis en avant comme fondements de l'enseignement prôné par Ferrer: coéducation des sexes et mixité sociale, rejet de la compétition et des punitions, refus des dogmes qui seraient imposés aux enfants, etc. Certes, cette question de la prescription à proscrire peut prêter à discussion au cœur de l'activité enseignante. Et il n'est pas sûr, loin s'en faut, qu'elle ait pu être évitée dans le contexte de l'École moderne et de sa dimension politique. Mais le seul fait qu'elle ait été posée en ces termes donne déjà un immense intérêt, et une grande actualité, à ce livre.

Dans leur avant-propos, les éditeurs annoncent, à propos de la traduction, que «la volonté de rendre accessible le contenu de ce livre méconnu et explosif – autant aujourd'hui qu'en 1911 lorsqu'il parut en espagnol – a primé sur le respect des règles du métier». En effet, cette traduction, pas toujours convaincante, souvent trop littérale, aurait mérité davantage d'allégements du texte et des expressions utilisées. En outre, l'appareil critique reste discret et ne fournit pas tous les éléments permettant de contextualiser complètement un ouvrage qui est une véritable reconstruction. On peut évidemment le regretter dans la mesure où cette version française constituera sans doute une référence pour de nombreuses années.

Charles Heimberg

Alec Feuz, *Affaire classée. Attac, Securitas, Nestlé,* Lausanne, Éditions d'en bas, 2009, 213 pages.

«Selon que vous serez puissant ou misérable», à travers une enquête minutieuse et bien enlevée, Alec Feuz, ancien journaliste à la Télévision suisse romande, démontre que la justice vaudoise, avec l'affaire de la taupe de Securitas infiltrée dans un groupe de travail d'Attac chargé de la rédaction d'un ouvrage sur Nestlé paru en 2004, n'a pas saisi l'occasion de faire démentir ce vers de La Fontaine que l'auteur met en exergue de son ouvrage.

Il s'agissait pour le juge d'instruction Jacques Antenen, à la suite de la plainte pénale déposée par les membres d'Attac, de déterminer si l'infiltration de leur groupe par Securitas avait constitué ou non une violation de la sphère privée au

sens des dispositions du Code pénal et de la Loi sur la protection des données. Délit qui impliquerait, notamment sur le plan pénal, que les taupes de Securitas aient procédé à des enregistrements vidéo ou audio des séances du groupe d'Attac et que l'entreprise de sécurité ait constitué un fichier sur ses membres et sur les personnes en contact avec eux (notamment les militants étrangers dénonçant les pratiques de la multinationale dans le monde, par exemple en Colombie où plusieurs dizaines de syndicalistes sont assassinées chaque année, dont certains défendant les employés de Nestlé).

Or, cette question de fond, c'est bien celle que le juge Antenen s'est évertué à ne pas résoudre, avec une constance étonnante que le livre d'Alec Feuz met à jour. Ainsi, parmi bien d'autres omissions, l'homme de loi refuse, malgré les demandes répétées de l'avocat d'Attac, la perquisition chez les prévenus, qui seule aurait permis de mettre la main sur les documents nécessaires à l'enquête. C'est qu'Antenen est convaincu de la «bonne foi» des personnes sur lesquels il enquête, comme il le répète à plusieurs reprises dans la presse, alors même que l'enquête est en cours…

Pourtant, à la lecture des procès-verbaux des interrogatoires menés par J. Antenen et qu'Alec Feuz a minutieusement décortiqués, le foisonnement des contradictions, voire des contre-vérités dont les prévenus (les taupes aussi bien que les responsables de Securitas et de Nestlé) agrémentent leurs déclarations rendent leur «bonne foi» pour le moins suspecte. Mais le juge semble bien décidé à prendre comme argent comptant toutes leurs déclarations, fussent-elles les plus invraisemblables. Ainsi, l'enquête sera logiquement conclue par un non-lieu.

Non moins troublante est dans cette affaire la complaisance de la police vaudoise – aujourd'hui dirigée par l'ex-juge Antenen – que sa cheffe Jacqueline de Quattro a pourtant blanchie rapidement, mandatant François Jomini, ancien juge cantonal et membre du parti radical, pour un rapport dont Alec Feuz montre implacablement la légèreté. De même, on reste frappé par toutes les collusions qui lient le petit monde de la sécurité privée et publique dans le canton. Autant d'aspects qui amènent le lecteur à s'interroger: cette affaire serait-elle une forme moderne de ce que le mouvement ouvrier appelait naguère justice de classe?

Hadrien Buclin

Jean-Marc Schiappa, *Buonarroti l'inoxydable (1761-1837),* Saint-Georges d'Oléron, Éd. Libertaires, 2009.

Né à Florence le 11 novembre 1761, mort à Paris le 16 septembre 1837, Philippe Buonarroti, issu d'une noble famille toscane, est connu comme l'auteur de la *Conspiration pour l'égalité, dite de Babeuf: suivie du procès auquel elle donna lieu et des pièces justificatives* (Bruxelles, 1828). Avec la *Conspiration*, le communisme passa de la réflexion utopiste au champ de l'activité politique.

Il existe une riche bibliographie sur Buonarroti en langue italienne. Certes, les recherches consacrées à la *Conspiration pour l'Égalité* avaient déjà mis en lumière le rôle de Buonarroti. Mais sa seule biographie en français datait de 1910.

Membre fondateur de l'Association des Amis de Gracchus Babeuf, Jean-Marc Schiappa avait déjà consacré plusieurs ouvrages (dont une thèse importante) aux militants babouvistes. À partir d'une note de lecture (1998), il a élargi son étude à toute la vie de

Buonarroti. Un travail mené à terme grâce à l'aide de plusieurs chercheurs, dont notre regretté collègue de l'AEHMO Sylvain Goujon (qui a recherché méticuleusement les traces du séjour de Buonarroti à Genève).

«Révolutionnaire avant 89, il fuit vers la Corse en 1789, où il fréquente Paoli et Bonaparte. Arrêté après la chute de Robespierre [1794], son ami, il est inculpé par la police du Directoire comme chef de la conspiration babouviste [1796]; échappant à la guillotine, il est condamné à la déportation; il vit ensuite en exil à Genève [1806-1824], d'où il est expulsé, par les soins réunis de Metternich et Chateaubriand. Ses dernières années se déroulent à Paris, sous la monarchie de Juillet, quasi clandestinement.» De 1824, date de son expulsion de Suisse, à 1830, date de son retour en France, Buonarroti vécut à Bruxelles, où il retrouva de nombreux membres de la Convention nationale, expulsés de France après 1815 pour avoir voté la mort de Louis XVI.

Durant plus de 30 ans, Buonarroti anima des sociétés secrètes républicaines opposées au régime bonapartiste (1798-1815) et à la monarchie restaurée, d'abord par la branche aînée des Bourbons (1815-1830), puis par la branche cadette d'Orléans (1830-1848). Il ne limita pas son horizon à la France, son action s'exerça aussi en Belgique (1830) et dans son Italie natale (après 1831).

Buonarroti joua un rôle important pour la génération venue à l'action militante durant cette période. Mais son organisation, «La Charbonnerie démocratique universelle», ne survécut pas à sa mort et aux nouvelles formes d'organisation du mouvement ouvrier.

L'ouvrage de Jean-Marc Schiappa permet donc de connaître la personnalité et les conceptions politiques du «Vieux de la Montagne». Ce n'est pas là son moindre mérite.

Hans-Peter Renk

Cédric Humair, *1848. Naissance de la Suisse moderne,* Lausanne, Antipodes, 2009, 167 pages.

1848, enfin! En effet, cette période si intéressante de l'histoire helvétique et européenne reste peu étudiée dans l'historiographie francophone de la Suisse. C'est dire si l'ouvrage de Cédric Humair est bienvenu, même si sa taille ne lui permet pas de traiter complètement tous les aspects qu'une monographie plus exhaustive aurait pris en compte.

L'ouvrage est toutefois à la hauteur de ce qui est annoncé dans son introduction. Il intègre bien les différentes impulsions économiques, politiques, culturelles ou religieuses qui ont concouru à l'édification de l'État helvétique moderne. Il nous rend compte de la confrontation à cette époque d'un camp de la conservation et d'un camp du changement; mais aussi des contradictions internes à chacun des deux camps dans la mesure où il pouvait arriver à des conservateurs de ressentir le besoin d'une modernisation économique du pays pour leurs propres affaires; alors que dans le camp radical-libéral, tout a été entrepris pour ménager les vaincus du Sonderbund et développer un fédéralisme qui laissait vraiment la part belle au conservatisme. En outre, d'autres conflits et d'autres divergences d'intérêts traversent les milieux bourgeois en fonction des différents mondes de production qui cohabitent dans l'espace helvétique.

La Suisse moderne est ainsi le produit d'une double ambivalence. Celle d'une part d'une société nouvelle qui va

chercher son inspiration et ses principes fondamentaux dans le passé, avec par exemple une Constitution qui s'ouvre à la démocratie, mais qui fonde la citoyenneté sur la commune d'origine. Celle d'autre part d'une classe dirigeante qui édifie en un temps record les structures centralisées dont l'économie a besoin pour se développer, notamment en matière de monnaie, de transport et de communication, tout en s'efforçant de limiter cette centralisation au strict nécessaire. Au plan international, une politique de neutralité à géométrie variable et le pragmatisme avec lequel le régime radical gère le dossier délicat de l'asile permettent à la Confédération de renouer petit à petit avec la plupart des grandes puissances européennes qui voyaient d'un très mauvais œil ses avancées démocratiques. Ainsi, à la faveur de divers traités d'amitié et d'échanges, elle parvient à relier son économie à celles des autres nations. En quelques décennies, la bourgeoisie suisse parvient donc à assurer un décollage économique. Mais le régime politique qui se met en place est moins audacieux et les confrontations sociales sont plutôt fortes.

Dans un article polémique paru dans *Le Temps* du 9 janvier 2010, renforcé trois jours plus tard par une critique analogue d'Olivier Meuwly, Joëlle Kuntz s'en prend à cet ouvrage qui n'examinerait que le seul point de vue des élites bourgeoises en réduisant son analyse à la seule dimension économique de la période. Mettre en évidence les nécessités économiques qui inspirent une démarche politique n'est pourtant pas s'y enfermer. Quant à l'évocation de la bourgeoisie, ce petit essai montre en effet la création de l'État fédéral par ceux qui l'ont faite. Il ne dit donc pas grand-chose du peuple, des marginaux, des troubles de subsistance, des premiers syndicats ouvriers. Il n'évoque ni les grèves des années 1860, ni les causes de la première loi fédérale sur les fabriques. S'il mentionne la création de la Société patriotique du Grutli, il ne raconte pas le rôle de cette société ouvrière et patriotique dans l'émergence ultérieure du socialisme suisse. Mais ce livre d'histoire ne porte pas sur l'ensemble du XIXe siècle. Il ne pouvait pas aborder tous ces aspects. C'est donc lui faire un procès d'intentions injustifié que de le lui reprocher. Il donne surtout à voir les actions et les contradictions d'une classe dirigeante qui a à la fois déclenché et circonscrit la modernisation de la société helvétique. Et au moins ne nous impose-t-il pas, comme l'auraient apparemment souhaité ses critiques, une histoire édifiante et mythique de cette période dans le seul but de nous faire apprécier la Suisse telle qu'elle est devenue.

L'analyse historique de la création de l'État fédéral moderne que développe Cédric Humair nous aide au contraire à éclairer les spécificités du régime issu de 1848 et les limites de son caractère progressiste. Il donne à voir les mécanismes par lesquels la classe dirigeante de ce petit État complexe a su concilier son conservatisme sociétal et son esprit d'initiative en matière économique, et les faire valoir comme des vertus cardinales au cœur de la construction d'un sentiment national. Il nous permet aussi de mettre en perspective, et ainsi de mieux comprendre, l'histoire ultérieure du mouvement ouvrier en Suisse, et en particulier les limites de son affirmation autonome au plan culturel, ainsi que le poids de son intégration dans les rouages de l'État et de l'idéologie dominante.

Charles Heimberg

Janick Marina Schaufelbuehl (éd.), *1968-1978. Ein bewegtes Jahrzehnt in der Schweiz – Une décennie mouvementée en Suisse,* Zurich, Chronos, 2009, 333 pages.

Reprenant les principales contributions d'un colloque organisé en mai 2008, cet ouvrage entend proposer la première présentation systématique des initiatives sociales, politiques et culturelles qui se sont développées en Suisse dans les années qui ont suivi 68. La partie initiale pose le cadre d'analyse (B. Studer) ainsi que les éléments de comparaisons internationaux (France, Italie, Allemagne), notamment en matière de conceptualisation du «moment 68» (B. Pudal), de périodisation et de relations entre mouvement étudiant et ouvrier (M. Zancarelli-Fournel) et de relations entre mouvements et lutte armée (M. Tolomelli).

La deuxième partie, qui est également la plus intéressante, traite de la solidarité internationale, évoquant le rôle du Vietnam (M. Griesshammer, N. Peter), mais privilégiant le cas du Portugal et de ses colonies africaines. Moins connu, ce cas permet d'aborder trois questions particulièrement éclairantes: la remise en question des modèles d'aide au développement au travers des exemples du Groupe de travail Tiers-monde de Berne (M. Schär) et de l'opposition au barrage de Cabora Basso (K. Kühn), la radicalisation des mouvements de solidarité, puis leur désenchantement face aux nouveaux régimes (M. Dreier), enfin l'impact de la «Révolution des œillets», exemple le plus abouti, du moins dans ses premiers mois, du changement politique et social revendiqué par les militants et militantes d'alors (N. Pereira).

Une troisième partie se consacre aux luttes féministes: Anti-congrès de 1975 (R. Schär), MLF genevois (C. Villiger), droit à l'avortement (S. Kiani) et relecture genrée de la campagne contre le lait en poudre Nestlé (M. Kalt). Enfin, une dernière partie s'intéresse à la contre-culture: retour communautaire à la nature en Valais, les Bärglutli (S. Bittner), nouveau cinéma suisse (M. Tortaja), collectif zurichois d'artistes engagés Produga (G. Dal Molin). L'ampleur des mesures de surveillance et de répression est soulignée dans un article consacré à la très secrète Commission des troubles étudiants (1968-1976) (S. Minguet) qui met en lumière la collusion entre les instances de formation vaudoises (Université, EPFL, gymnase, écoles professionnelles), les autorités et la police cantonale.

Tout en proposant quelques analyses intéressantes du fait 68 en Suisse, l'ensemble souffre quelque peu de contributions trop synthétiques, qui ne s'intéressent qu'exceptionnellement aux acteurs et actrices qui portèrent ces luttes. L'étude consacrée à la préhistoire de Longo Maï (A. Tanner) y fait exception. Passionnante, elle documente le contexte politique et familial très différent qui sous-tend l'engagement des collectifs viennois – Spartakus – et bâlois – Hydra – qui ont donné naissance à la communauté agricole provençale. Dans un panorama final, J. Batou évoque les lignes de force des mobilisations de cette «décennie mouvementée» en citant de nombreux témoignages. Il fait notamment ressortir le souci prolétarien d'une partie du mouvement qui s'efforce de développer des actions communes avec les travailleurs immigrés, les saisonniers et les apprentis, trop souvent négligés par le mouvement ouvrier organisé.

Patrick Auderset

«La Suisse et les ambivalences de la neutralité», *Matériaux pour l'histoire de notre temps, Revue de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine,* n° 93, coord. par Marc Perrenoud et Rita Thalmann, avec la collab. de Martine Lemaître, Paris, BDIC, janvier-mars 2009, 100 pages.

La neutralité de la Suisse est en bonne place parmi les mythes que les milieux dominants n'ont pas cessé de mettre en avant et d'entretenir pour légitimer une politique qui est à bien des égards à double face. Il est donc heureux qu'un numéro thématique de la revue de la BDIC soit justement consacré à la déconstruction des ambivalences de cette neutralité.

Comme Hans Ulrich Jost le rappelle d'emblée, la notion de neutralité a eu plusieurs sens au cours de l'histoire des relations de la Suisse avec les pays qui l'entourent. Celui des temps antérieurs au XIXe siècle n'avait pas d'autre raison d'être que de pouvoir louer des troupes de mercenaires auprès de tous les camps. Et il est bien difficile de parler sérieusement d'une véritable politique extérieure de la Suisse avant l'État fédéral instauré en 1848. Un problème s'est pourtant posé de manière aiguë à partir de 1815 concernant les réfugiés politiques présents sur le territoire suisse. Or, comme le montre Stéfanie Prezioso à propos des antifascistes italiens, il ne s'est de loin pas toujours résolu dans le sens de la tradition humanitaire et démocratique qui est volontiers mise en avant dans les représentations de la Suisse par elle-même. Il faut dire aussi que cette question de la neutralité ne s'impose pas d'emblée comme un pilier fondamental de la création de l'identité nationale helvétique, en tout cas pas avant que la Suisse devienne une importante place financière et économique.

Au cours des deux guerres mondiales, cette neutralité a fonctionné en apparence, parce que la Suisse ne s'est pas engagée sur le plan militaire; mais la réalité a été bien plus complexe qu'une simple équidistance à l'égard des belligérants dès lors qu'on examine notamment ce qu'a été la politique économique helvétique. Quant à la guerre froide, c'est une période encore plus lourde de sens. Elle voit par exemple le conseiller fédéral Max Petitpierre distinguer les organisations internationales prétendument politiques, comme l'ONU, qui menaceraient la neutralité, de celles qu'il qualifie de techniques, notamment des initiatives économiques comme le plan Marshall que la Suisse a rejoints d'emblée. Enfin, et ce n'est pas le moins significatif, il n'est pas possible d'aborder cette question de la neutralité de la Suisse au cours du XXe siècle sans l'associer à un anticommunisme virulent de la classe dirigeante qui a constamment prévalu.

Nous ne pouvons pas rendre compte ici de toutes les contributions qui nourrissent ce dossier stimulant. Signalons toutefois la mise au point éclairante de Daniel Bourgeois sur les réactions qu'a suscitées en Suisse l'étrange défaite française de 1940; ou encore celle de Marc Perrenoud sur les dimensions économiques de l'ambivalence qui n'a pas cessé de caractériser la neutralité helvétique. Antoine Fleury évoque pour sa part les finalités d'une tradition humanitaire suisse qui est parfois instrumentalisée et n'est pas toujours exempte de motivations liées à la nécessaire construction d'une image acceptable au-delà des réalités économiques. Enfin, Jean-François Bergier, récemment disparu, évoque dans un entretien l'espace

helvétique en relation avec les espaces voisins et sur une plus longue durée.

«La Suisse s'exerce au national-socialisme, c'est à hurler de rire.» Ces propos de Goebbels qui sont rapportés dans l'introduction à ce dossier nous renvoient évidemment à la nécessité d'une analyse critique et sans complaisance de cette notion de neutralité suisse, imposée de l'extérieur et jamais vraiment, jamais complètement, effective.

Charles Heimberg

Michel Caillat, Mauro Cerutti, Jean-François Fayet & Stéphanie Roulin (éds.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse/Geschichte (n) des Antikommunismus in der Schweiz,* Zurich, Chronos, 2009, 372 pages.

Cet ouvrage est issu d'une recherche soutenue par le Fonds national suisse. Nourri par de nombreuses contributions, il appréhende la complexité de la définition de l'« anticommunisme», de sa temporalisation et des multiples instrumentalisations qu'il a rendues possibles. Il présente la construction par les élites culturelles et politiques d'un imaginaire national guidé par l'idée d'un ennemi commun menaçant l'ordre social, loin de la réalité d'une menace communiste dont les adeptes se réduisent longtemps à quelques groupes minoritaires. Mais c'est la médiatisation de ladite menace qui détermine sa perception.

L'anticommunisme est convoqué dans le règlement des conflits sociaux. Les troubles sont imputés aux ouvriers étrangers, dépeints comme des «fauteurs de troubles» extérieurs qu'il faut réprimer. Avec la grève générale de 1918, sa mémoire est travaillée, amplifiée et codifiée pour devenir officielle et anticommuniste, attisée par les milieux conservateurs. Le phénomène est aussi étudié à travers le rôle d'associations comme l'Entente internationale anticommuniste (EIA) et la Fédération patriotique suisse (FPS), qui tissent des réseaux dans les milieux économiques, bancaires, militaires, diplomatiques ou littéraires en Suisse et à l'étranger. Il se déploie encore en lien avec les Églises catholique, orthodoxe et protestante, à travers la Commission internationale Pro Deo, qui n'apparaît pas officiellement liée à l'IEA.

Le harcèlement juridique et policier des autorités helvétiques est exposé à travers les actions menées de 1846 à 1989 pour surveiller et punir les activités considérées comme communistes (surveillance téléphonique, licenciements pour raisons politiques, rassemblements interdits, réseau de renseignements secrets). Autres illustrations, un régime spécial d'internement est réservé aux «militants d'extrême gauche» pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'en 1973, les époux Wolf subissent une condamnation exemplaire pour espionnage. Ils seront même expulsés en 1978. Un regard sur les débats parlementaires, du Grand Conseil genevois notamment, permet encore de suivre la question de l'abrogation des mesures constitutionnelles anticommunistes votées en 1937.

Les représentations médiatiques de l'anticommunisme sont abordées par l'analyse de l'image du communisme dans la presse conservatrice genevoise de 1918 à 1933 qui imprime l'idée d'une Russie exclue de l'Occident «civilisé», réduite au «péril asiatique», à une «peste rouge» associée aux épidémies moyenâgeuses et au risque d'une future contamination mondiale. De même, à Genève, dans l'entre-deux-guerres, des affiches représentent un communiste

avili, animalisé, menaçant, violent, porteur d'infections, de poison, de chaînes, de misère, de désordre, etc., avec souvent des relents d'antisémitisme.

L'anticommunisme «de gauche» est également abordé. Les unions et désunions du Parti social-démocrate et du Parti communiste en Suisse sont évoquées. Entre lendemains de la Grande Guerre et grève générale, années cinquante et guerre froide, c'est la pluralité des anticommunismes qui est retracée. Elle se manifeste au sein des gauches françaises, avec la condamnation du bolchevisme par Léon Blum, une campagne socialiste de dénonciation de Staline ou encore l'anticommunisme trotskiste et maoïste de 1968. Il prend alors les allures d'un combat pour la pureté et l'authenticité du communisme que le PCF n'incarnerait plus.

L'épineuse relation entre anticommunisme, antisémitisme et racisme est également explorée. Des amalgames ont été façonnés entre le judaïsme et le bolchevisme, avec le faux Protocole des Sages de Sion et l'usage de la notion de «judéo-bolchevisme». La question coloniale montre un Komintern soucieux d'intégrer à son programme le soutien aux minorités exploitées, pour mieux incarner l'idéal de révolution internationale. Pendant la guerre froide, les relations économiques bilatérales de la Suisse avec l'Afrique du Sud revêtent aussi une connotation particulière. En effet, dans l'imaginaire des milieux économiques occidentaux, le régime raciste de Pretoria est ressenti comme une forteresse anticommuniste de l'Afrique.

Le tableau de cet anticommunisme en Suisse présente donc de multiples facettes et donne à voir l'importance du phénomène.

Mari Carmen Rodriguez

Gérard Noiriel, *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes, 17 août 1893,* Paris, Fayard, 2010, 295 pages.

Le 17 août 1893, une rixe entre ouvriers dégénère en massacre à Aigues-Mortes, dans le Sud de la France. L'affrontement met aux prises des saisonniers venus des campagnes environnantes et des immigrés italiens, tous soumis au même labeur éreintant dans les marais salants de la Compagnie des Salins du Midi (CSM) qui, par un système de salariat inique, place les groupes dans un système de concurrence explosif. Lors du levage de sel qui commence le 16 août, la chaleur est extrême et une partie des ouvriers n'arrive pas à tenir le rythme, ralentissant le rythme de travail et la paie espérée. La violence monte vite et aboutit en peu de temps à un véritable massacre : 8 morts et 14 disparus parmi les Italiens, et plusieurs dizaines de blessés, parfois très graves. Perpétré sous les yeux des gendarmes, impuissants à protéger les victimes, et même encouragés par le maire républicain, l'affrontement fait rapidement la une de la presse nationale et étrangère qui s'empare du fait divers pour le replacer dans la logique de la crise diplomatique. Les relations entre l'Italie et la France se tendent effectivement sous le coup de l'événement, d'autant plus que les autorités françaises semblent enclines à fermer les yeux sur les responsables. Lors du procès qui a lieu en décembre de la même année, ni l'armée, pourtant appelée en renfort à Aigues-Mortes et arrivée bien après les faits, ni la Compagnie des Salins du Midi, responsable des dures conditions de travail, ne sont mises en cause. La justice s'avère fonctionner selon une logique de classe – sur les 17 inculpés, 16 sont des «trimards», des vagabonds mis

au ban de la société, et selon une logique nationale, avec des victimes et des accusés définis avant tout par leur nationalité. Malgré les preuves abondantes et les aveux, personne n'est condamné et l'affaire est ainsi étouffée.
En reconstituant minutieusement le drame, Gérard Noiriel parvient à montrer comment se sont mis en place les éléments qui l'ont rendu possible. Il le replace ainsi dans le processus de construction de l'identité nationale par la Troisième République, qui intervient de plus en plus dans la vie quotidienne d'une société en phase de diversification. Pour des individus marginalisés par le système, exclus du travail et éjectés du système scolaire, le national reste le seul élément de valorisation qui puisse leur redonner de la dignité. C'est donc en cultivant la fierté du «Nous Français» qui se construit à cette époque que les élites républicaines ont mis en place les conditions préalables au massacre des Italiens. En faisant ici «devoir d'histoire», Gérard Noiriel nous rappelle combien la stigmatisation – processus dans lequel la presse joue un rôle essentiel – peut rapidement déboucher sur des dérives nationalistes ingérables qui conduisent à de tels drames.

Cet ouvrage n'examine pas seulement les faits occultés du 17 août 1893. Il analyse la construction ultérieure «des innocences» et les enjeux de mémoire auxquels elle a fait écho. Par ailleurs, mobilisant la méthode de la sociohistoire qui lui est chère, Noiriel développe son analyse en privilégiant «les "fils invisibles" que le régime républicain a tissés dans tout le corps de la société française» plutôt qu'une improbable «mentalité collective inconsciente» qui ne nous expliquerait pas grand-chose en fin de compte.

Pauline Milani

Miguel Denis Norambuena, *Temuco*, Genève, Éd. du Tricorne, 2009, 96 p.

«Boris, pétrifié, demeura allongé sur son lit, la tête trempée de sueur. Et il entendit le grincement de la vieille porte de sa chambre, chaque fois plus aigu.» Boris est traqué. Il vit au jour le jour. Il a finalement été repéré, interrogé. Il a été violenté, mais il n'a pas été dénoncé. Pas encore.

La pension de l'Avenida General Mackenna, quelques établissements publics, la caserne militaire Tucapel, dans la ville de Temuco, vers le sud du Chili : le décor du drame est planté. En 1973, il était infesté de policiers et de militaires. Et de plus en plus hostile. Dans les rues, au marché central, les militaires étaient effrayants. «Et pour cause : effrayer était leur but. Créer la terreur dans la population était le meilleur moyen de la contrôler. Susciter la peur, telle était la base de leur pouvoir.»

Pour pouvoir résister, Boris doit «s'aimer très fortement au fond de ses tripes». Il lui faut aussi s'en remettre en son for intérieur à cette culture indigène qui le fascine, à cette humanité désormais écrasée par la barbarie. Son combat en est réduit à une lutte pour la survie, à une lutte contre les douleurs de son corps.

Tollito, *el gringuito,* ce gamin ni vraiment blanc ni vraiment indien de la pension de doña Celinda, a dit qu'il ne connaissait pas Boris à un étrange inconnu. Doña Laura a bien voulu essayer de l'aider pour sauver une autre militante. Mais rien n'y fait. Il ne peut vraiment pas rester dans cette cité où quelqu'un finira bien par parler.

Ce récit sobre et pudique est celui d'une terreur fasciste de province. Il se situe en 1973. Il est dédié, notamment, à des Indiens Mapuches qui n'ont pas parlé

et l'ont rendu possible. Mais c'est une construction littéraire d'aujourd'hui qui dit l'horreur en soumettant le lecteur à l'angoisse de ne pas savoir comment ni quand. Tout en sachant bien, en somme, ce qu'il en a été pour les victimes de la dictature de Pinochet.

Le personnage central de ce court mais très beau texte narratif se trouve en quelque sorte condamné à la mémoire de la terreur. Ici, la mémoire est d'abord un long enfermement, une blessure à laquelle on ne parvient pas à échapper. Elle désigne aussi des valeurs antérieures à la terreur, qui lui ont survécu. Et à l'avenir, comme ce texte le donne si bien à voir, la création littéraire, tout comme la recherche historique, peuvent encore ouvrir bien d'autres perspectives, surtout si elles parviennent à interagir et à se compléter !

Charles Heimberg

LES *CAHIERS D'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER* SIGNALENT ENCORE :

«Éducation et société», *Revue historique vaudoise,* Lausanne, Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, 2009, 347 pages.

Le dossier central de la revue annuelle de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie porte sur le thème de l'histoire de l'éducation. Il évoque des périodes qui vont du Moyen Âge à nos jours et interroge les enjeux de pouvoir que cette thématique donne à voir aussi bien au niveau des acteurs de sa transmission qu'à l'égard des enfants et de la reproduction des valeurs dominantes et des élites de la société.

Cette thématique est développée pour le XXe siècle du point de vue de l'égalité des sexes ou pour ce qui concerne la formation des apprentis. La discipline et ses lieux destinés aux plus récalcitrants est évoquée, de même que la formation des enseignants ou encore le rôle de l'informatique dans l'école vaudoise de la période la plus récente.

Stefan Länzlinger & Thomas Schärer, *Stellen wir diese Waffe in unseren Dienst. Film und Arbeiterbewegung in der Schweiz,* Zurich, Chronos Verlag, 2009, 179 pages.

Depuis le bilan établi en 1997 par le groupe Cinoptika dans *Histoire sociale et mouvement ouvrier. Un bilan historiographique 1848-1998* (Lausanne & Zurich, Éditions d'en bas & Chronos Verlag, p. 187-222), une série de films de propagande du mouvement ouvrier produits entre les années 1930 et 1950 ont été retrouvés, notamment à la Centrale suisse d'éducation ouvrière, et restaurés par le Sozialarchiv de Zurich. Ce coffret (livre et DVD) en propose un choix de huit, tous des films de commande, dont cinq films muets. Il les replace dans leur contexte politique et culturel en évoquant une intéressante forme d'expression politique et culturelle qui présente aussi quelques limites. Une filmographie est également proposée.

Cette initiative est bienvenue. Mais on peut toutefois s'étonner que des bandes-son aient été ajoutées aux films muets, selon des critères esthétiques qui n'ont rien d'historique. La vertu pédagogique de cette manière artificielle de combler un vide est en effet discutable. Lorsqu'une copie du film *Im Dienste des Alltags* (1933) contre la baisse des traitements du personnel fédéral avait été retrouvée par les syndicats genevois, une projection muette à des retraités des syndicats avait donné lieu à des commentaires très intéressants dans la salle, prolongés par une discussion nourrie. Mais sans doute n'aurait-elle pas été aussi riche avec un fond sonore de musique contemporaine.

Giulio Barni & Guglielmo Canevascini, *L'industria del granito e lo sviluppo economico del Canton Ticino,* sous la dir. de Marco Marcacci et Gabriele Rossi, Bellinzone, Fondazione Pellegrini & Cavenascini et Fond. Canevascini, 2009, 256 pages.

La réédition d'un ouvrage de référence de l'histoire du mouvement ouvrier tessinois, accompagnée d'un appareil critique, est à saluer.

L'étude porte sur un domaine, l'extraction du granit et ses travailleurs dans le contexte tessinois des années précédant la Grande Guerre, qui est typique de cette région et de son développement économique; mais qui est aussi emblématique du mouvement ouvrier qui s'y est développé. Aussi cette étude monographique publiée en 1913 par deux militants ouvriers, et rendue à nouveau disponible par le travail critique des éditeurs, constitue-t-elle un document d'histoire tout à fait intéressant.

Michel Cordillot, *Aux origines du socialisme moderne,* Paris, Éd. de l'Atelier, 2010, 252 pages.

Vingt ans d'histoire, vingt ans de recherches et travaux: ce recueil d'articles porte sur la Première Internationale, la Commune de Paris et l'exil des militants, notamment en Suisse et aux États-Unis jusque dans les années 1880. L'érudition s'y allie à une plume élégante pour offrir une lecture passionnante. On retiendra par exemple l'analyse de l'ouvrage de Benoît Malon sur la Commune, écrit à chaud mais avec un «recul lucide qui lui permet de jeter sur les événements un regard à la fois compréhensif et critique». Ou le récit du congrès socialiste international tenu à Coire en 1881, qui se fonde dans une large mesure sur le travail de deux gymnasiens de la ville.

La plus longue étude du recueil raconte les années de formation et de militance, de sa Bourgogne natale à l'exil anglais, de «Camélinat-le-communard». Elle témoigne de la cohérence trouvée entre histoire régionale (Michel Cordillot est un des piliers d'une association sœur de la nôtre, dans l'Yonne) et internationale (il est professeur de civilisation américaine et traducteur).

***Quelle histoire! Archives du MLF,* Espace Femmes International, Genève 2009, 36 pages.**

Un sympathique cahier qui serait un modèle à saisir pour la présentation de nos archives!

Les archives du Mouvement de libération des femmes de Genève (une quinzaine de mètres linéaires) ont été

recueillies et inventoriées depuis quelques années, et inaugurées en novembre 2009. Elles avaient déjà été utilisées pour plusieurs mémoires d'étudiantes, des publications, des expositions. La description est accessible en ligne.

Cette brochure présente un bref inventaire de ces fonds (1970-1991), puis une dizaine d'affiches caractéristiques analysées par d'anciennes militantes. Les archives sont déposées à EFI, rue de la Tannerie 2 à Carouge, et accessibles sur rendez-vous.

http://www.archivesmlf.ch

Konrad J. Kuhn, *«In Spanien auch für die schweizerische Demokratie gekämpft* – Bündner Spanienfreiwillige zwischen Krieg und Ideologie 1930-1960»; in *Bündner Monatsblatt* 1/2010, Coire, p. 3-26.

Cet article trace le portrait de trois volontaires grisons partis se battre en Espagne, Johann Peter Nüssler, Cyprian Held et Wilhelm Wyss, et reconstitue leur parcours politique depuis leur jeunesse au Parti communiste jusqu'à leur mort.

Seul le premier nommé, qui avait déjà 24 ans en 1936, a poursuivi des activités politiques jusqu'à la fin de sa vie, se rapprochant des anarchistes. Les deux autres, très jeunes (Held, parti à 16 ans, était sans doute le benjamin des volontaires suisses), ont tant souffert de la surveillance de la police fédérale, combinée à l'ostracisme du Parti communiste, qu'ils se sont réfugiés, l'un dans le travail, l'autre dans les petits délits.

La monographie de Kuhn, fondée notamment sur une exploration approfondie des dossiers du Ministère public fédéral, est empathique et solide.

Elle nous permet aussi de découvrir ces Cahiers d'histoire et de culture grisonne, paraissant cinq fois par an malgré leur titre. À côté des articles de fond, ils annoncent débats, conférences et expositions; celle intitulée *Härdöpfel, Tartuffel, Patata, eine Erfolgsgeschichte,* présentée au Musée rhétique de Coire, a tout pour nous mettre l'eau à la bouche. Elle dure jusqu'à la mi-août 2010.

http://www.raetischesmuseum.gr.ch

Dans la région, on peut aussi aller voir l'exposition permanente *Valposchiavo: terra d'emigranti,* ouverte l'an dernier au deuxième étage du musée de Poschiavo. On en trouve une brève description ici: www.ilbernina.ch/article.php3?id_article =7377

Pierre Jeanneret, *Le domaine Ponnaz,* 2009, 92 pages.

Consacrée à un domaine viticole de Grandvaux, cette étude rappelle les premiers travaux ethnographiques de l'historien du mouvement ouvrier, qui recourt aussi à sa maîtrise de l'histoire orale. L'ouvrage, abondamment illustré, peut être obtenu chez l'auteur:
Pierre Jeanneret,
Criblette 10,
1091 Grandvaux.

Achevé d'imprimer sur les presses de
Tipografia La Vallée, Aoste, en avril 2010

L'ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE DE L'HISTOIRE DU MOUVEMENT OUVRIER (AEHMO) a pour but de mieux faire connaître l'histoire économique, sociale et politique de la Suisse romande et en particulier celle du mouvement ouvrier, par le biais de colloques, de conférences, d'expositions, de publications.

Elle s'intéresse aux sujets les plus variés : partis politiques, syndicats, presse, salaires, conditions de travail, relations hommes-femmes, vie quotidienne, activités culturelles et sportives… sous un aspect critique, permettant d'appréhender les lumières et les ombres de l'histoire du mouvement ouvrier. Elle recueille et conserve des documents de toute nature, textes manuscrits ou imprimés, photos, affiches, enregistrements, etc., concernant l'histoire du mouvement ouvrier. Ces documents sont déposés à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne ; ils peuvent être consultés par les chercheurs et les personnes intéressées en s'adressant au Département des manuscrits, BCU, 1015 Lausanne-Dorigny.

En adhérant à l'Association (25 francs pour les membres individuels, 100 fr. pour les membres collectifs, y compris la livraison du Cahier annuel), en la soutenant financièrement, en lui confiant les documents que vous détenez, vous participez à son effort de construire une mémoire collective du mouvement ouvrier.

Dans ce numéro :

Clément Bailat, *Le procès des réfractaires lors des grèves de septembre-octobre 1902 à Genève*

Pablo Cruchon et Guillaume Lefebvre, *Anarchisme, justice et répression étatique : l'exemple de « l'affaire Bertoni »*

Claude Cantini, *Yverdon 1907: grève des cigarières, répression et cigarette syndicale*

Alexandre Elsig, *L'action directe en correctionnelle : La Ligue d'Action du Bâtiment et l'affaire de Versoix (1931)*

Pierre Jeanneret, *Le procès de la « panosse fédérale », les répercussions lausannoises du 9 novembre 1932*

Ignace Cuttat, *Manifestations sous surveillance. Le Premier Mai à Genève durant la Seconde Guerre mondiale et contrôle policier*

Michel Busch, *Ainsi la Justice gisait dans les fonds*

Francesca Mariani Arcobello, *Francesco Borella (1883-1963), avocat du mouvement ouvrier de Suisse italienne*

Acquis et reculs en matière de justice. Entretien avec Nils de Dardel

Charles Heimberg, Mari Carmen Rodríguez et Frédéric Mole, *L'affaire Ferrer ou le centenaire silencieux d'un assassinat*

Chroniques et comptes rendus

AEHMO, case postale 5278, 1002 Lausanne
www.aehmo.org

ISBN 978-2-8290-0394-3

Diffusion en librairie :
Editions d'en bas,
30, rue des Côtes-de-Montbenon, 1003 Lausanne
25 francs suisses / 16 euros